



PAR PATRICK LE HYARIC

À l'offensive !

« Quelques représentants des grandes fortunes et du patronat se portent volontaires pour verser quelques miettes de leurs exorbitants profits. Chez nous, ce sont les mêmes qui ont milité pour l'abaissement de l'impôt sur les sociétés et la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. »

La crise prend une telle ampleur, les inégalités sont devenues si criantes et si insupportables que quelques représentants des grandes fortunes et du patronat en Europe et aux États-Unis portent volontaires pour verser quelques miettes de leurs exorbitants profits aux budgets nationaux. Chez nous, ce sont les mêmes qui ont milité pour l'abaissement de l'impôt sur les sociétés et la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. Ils espèrent ainsi, sans doute, se dédouaner de leur écrasante responsabilité dans ce qui a conduit aux désastres actuels en laissant entendre que les sacrifices seraient répartis entre tous. Ils redoutent une colère qu'ils sentent monter un peu partout dans le monde. Ils craignent par-dessus tout, peut-être comme jamais, de voir les victimes de leurs choix mettre en cause leur système, le capitalisme. Peut-être considèrent-ils que plus la ficelle est grosse, plus elle peut marcher. Illusion qui conduit le premier ministre à se fendre d'un long texte pour « le Figaro » appelant à l'unité nationale. Selon lui, pour sortir de la crise, il faut absolument obtenir l'équilibre des comptes publics, oubliant qu'il a fortement contribué à les détériorer avec ses cadeaux aux plus fortunés. Rappelons qu'en 2007, la dette du pays représentait 63,6 % de la valeur des richesses produites. Elle dépassera 86 % en 2011.

FILLON MET LES SALARIÉS DU MÊME CÔTÉ QUE LES REQUINS DE LA FINANCE !

Il faudrait inventer un mécanisme dit de « la règle d'or », gravé dans la Constitution. M. Fillon ne fait là que traduire en français les conclusions du pacte d'austérité proposé d'un commun accord par Mme Merkel et M. Sarkozy. Les droites ultra libérales au service de la haute bourgeoisie ont besoin de trouver les moyens d'accélérer encore la rentabilité du capital au cœur même d'une crise dont tout indique qu'elles ne maîtrisent plus ses évolutions. Il leur faut impérativement tenter d'obtenir un consensus national et européen. En d'autres termes, les salariés, les retraités, les jeunes, tous ceux qui n'ont aucune responsabilité dans la crise qui les fait tant souffrir, devraient se retrouver du même côté que les requins de la finance qui leur imposent d'énormes sacrifices et en réclament sans cesse de nouveaux. « Acceptez la baisse généralisée des salaires, des pensions, un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, la réduction des crédits publics et des services publics, la vente ou l'ouverture du capital d'entreprises publiques ; soyez raisonnables comme le sont ces multimillionnaires disposés à faire un geste », tel est le sens de l'appel du premier ministre. Bizarre, il ne demande pas un consensus national pour retrouver les 7,8 milliards perdus avec la suppression de la taxe professionnelle, les près de 3 milliards de TVA sur la restauration, le retour des 2 milliards de l'impôt sur la fortune, la suppression du cadeau de près de 6 milliards du système dit « Copé » aux grandes entreprises qui revendent leurs filiales.

LE PROJET DE LA RÈGLE D'OR CACHE EN RÉALITÉ DEUX MENSONGES

Derrière le projet de « la règle d'or » il y a deux idées mensongères : la première vise à accréditer l'idée qu'il n'y a pas de politique alternative. La seconde, en lien avec le pacte de l'euro plus, vise à démanteler l'État et les biens communs publics pour l'éternité. D'ailleurs, l'arnaque de cette règle pour le veau d'or consisterait à la voter en urgence pour une application en... 2013, après donc les élections législatives et présidentielle. Du reste, ces projets existent déjà dans le traité de Maastricht.



Victor Hugo en tête des manifestations en octobre 2010.

à peine accepté par le peuple français et le traité de Lisbonne rejeté par plusieurs peuples en Europe. Nos concitoyens ont déjà signifié en toute lucidité qu'ils ne voulaient pas de cette Europe ultralibérale. Ils ont toutes les raisons de confirmer leur choix et de rejeter la fuite en avant qu'on veut leur imposer. N'est-ce pas la politique dont ils ne voulaient pas, qui, au cours des trois dernières décennies a conduit notre pays, l'Union européenne et le monde au bord du gouffre ? Ce sont ces choix qui ont délaissé l'idée du crédit public issu d'un secteur bancaire public et mutualisé au profit d'une finance totalement libre. Ce sont ces choix qui ont créé, à marche forcée, un euro fort calqué sur le mark, géré par une Banque centrale européenne basée d'ailleurs à Francfort pour la compétition avec le dollar, contre l'emploi et les services publics. Ce sont ces choix qui ont consisté à déconnecter, partout dans le monde, les prix des salaires et des niveaux de retraite, de l'activité réelle et organisé un transfert de plus en plus important des richesses issues du travail vers le capital.

Ceci a été fait de deux manières : d'une part, avec des ponctions de plus en plus grandes sur le travail au bénéfice du capital de

plus en plus concentré. D'autre part, avec l'abaissement permanent des services publics, la réduction des contributions des grandes entreprises et des banques à l'intérêt général, la pression à la baisse sur le niveau des retraites, la réduction des moyens pour la Sécurité sociale, le déremboursement des médicaments ou la réduction des politiques publiques d'intérêt général. C'est la mise en place d'une économie de rente pour les oligarchies financières au lieu de la valorisation du travail, du savoir, de la culture, de la santé, de la protection sociale et de tous les droits humains fondamentaux.



Il ne s'agit pas, comme on nous le serine sans cesse, d'une crise de la dette. Une sorte de trou qu'il faudrait reboucher. C'est bien plus grave ! Nous avons à faire à la crise du système capitaliste mondialisé et financiarisé qui cherche sans cesse à rentabiliser le capital et spolie, pille, surexploite et détruit le travail et les droits humains. Et les solutions de droite à l'œuvre ne feront que provoquer l'aggravation de cette crise globale et totale. Les demi-mesures sociales libérales ne seraient pas plus efficaces.

NE PAS BAISSER LA GARDE SUR LES REVENUS ET RÉORIENTER L'ARGENT VERS LE TRAVAIL

Les solutions sont à rechercher dans un renversement de la situation qu'une formule simple résume : l'humain d'abord contre l'argent roi ! L'issue passe par une nouvelle répartition des richesses. Cela veut dire, même si cela apparaît totalement en dehors de l'ambiance créée par le système médiatique, par les mêmes spécialistes de service et autres donneurs de leçons, l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux et l'amélioration de la protection sociale. Voilà

la priorité sur laquelle il ne faut pas baisser la garde. Il faut également une réforme fiscale d'ampleur qui permette de réorienter l'argent vers le travail et non plus vers la spéculation, l'accumulation de fortunes pour quelques-uns et la rentabilisation à outrance du capital spéculatif.

On nous dit que cela ne peut se faire que dans un cadre européen. Chiche ! Allons-y partout. Instituons une taxe sur les transactions financières et les grosses transactions bancaires. Harmonisons par le haut les impôts sur la fortune et l'impôt sur les sociétés. Asséchons les paradis fiscaux. Imposons une confrontation, un audit public et contradictoire sur les causes et la nature des dettes publiques. Changeons le crédit. Revenons à un système de crédit public avec un secteur bancaire public qui affecte le crédit avec des taux d'intérêt bas, voire nuls, s'il s'agit d'impulser le développement économique durable et écologique créateur d'emplois, de formation, de biens publics et généraux, de la santé, des transports, des infrastructures communes dont nous avons besoin.

LES CHARGES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT ABSORBENT LA TOTALITÉ DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

En ce sens, les statuts de la Banque centrale européenne doivent être changés pour être au service du travail et des biens communs. Les traités de Maastricht et de Lisbonne doivent être déclarés caducs et un débat doit être ouvert pour un nouveau traité de développement social et humain, écologique, solidaire et pacifique. Les critères de gestion des États comme ceux des entreprises doivent être totalement inversés. Songeons qu'aujourd'hui les seules charges financières de l'État atteignent 50 milliards d'euros et absorbent la totalité de l'impôt sur le revenu. Songeons que les entreprises qui compressent sans cesse les salaires et l'emploi ont payé 395 milliards d'euros de charges financières aux banques dans notre pays. Combien de services publics, combien de logements, d'écoles, de maternités, de postes aurait-on pu sauver avec tout cet argent ? Combien d'emplois, de projets nouveaux, pour un autre développement aurait-on pu créer ?

Enfin, des services publics modernisés et démocratisés sont facteurs d'égalité entre citoyens et outils d'efficacité pour la relance économique. Ils doivent être redéveloppés et élargis. Voilà pourquoi le fonds de stabilité financière européen qui aujourd'hui n'a vocation qu'à garantir les banques doit être transformé en un fonds servant le développement humain, social et écologique en Europe.

L'heure n'est donc pas à une sorte d'unité nationale pour se laisser imposer des difficultés supplémentaires, l'appauvrissement, la précarité et le chômage mais dans la mobilisation, le rassemblement pour faire reculer les puissances d'argent, battre la droite et l'extrême droite. Que les travailleurs, les jeunes, les retraités, les précaires ne se laissent pas écraser. Qu'ils passent à l'offensive. ★

« Les traités de Maastricht et de Lisbonne doivent être déclarés caducs et un débat doit être ouvert pour un nouveau traité de développement social et humain, écologique, solidaire et pacifique. »